

Brochure n° 3606

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 7009. – ENTREPRISES D'ACCOUVAGE**  
**ET DE SÉLECTION AVICOLES**

---

AVENANT N° 81 DU 9 JUIN 2015  
RELATIF À LA MODIFICATION DE L'ANNEXE IV

NOR : AGRS1597248M  
IDCC : 7009

Entre :

La CFA ;

Le SNA,

D'une part, et

Le SNCEA CFE-CGC ;

La FGA CFDT ;

La CFTC-Agri ;

La FGTA FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux se sont réunis afin de mettre le régime de prévoyance des salariés non cadres, prévu à l'article 33 et à l'annexe IV de la convention collective, en conformité avec le dispositif de portabilité des garanties « prévoyance » tel que prévu par l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Portabilité des garanties*

L'annexe IV est complétée par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

**« 5. Portabilité des garanties**

Conformément aux dispositions de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale, les salariés bénéficient du maintien à titre gratuit des garanties de prévoyance en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du

dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur, c'est-à-dire que les salariés bénéficient à la date de cessation de leur contrat de travail du régime conventionnel ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur au niveau de la branche. Ainsi, en cas de modification ou de révision des garanties des salariés, les garanties des assurés bénéficiant du dispositif de portabilité seront modifiées ou révisées dans les mêmes conditions ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article. Il doit fournir notamment un justificatif de l'ouverture de ses droits à indemnisation chômage et s'engage à informer l'entreprise et son organisme assureur en cas de reprise d'une activité professionnelle et dès lors qu'il ne bénéficie plus d'aucune indemnisation au titre du chômage.

6° L'employeur doit signaler le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail. »

## Article 2

### *Modification des taux de cotisations*

Le paragraphe 4 « Cotisations » de l'annexe IV est ainsi modifié :

« Les taux de cotisations afférents aux garanties de prévoyance sont modifiés dans les conditions suivantes :

*(En pourcentage.)*

	PART EMPLOYEUR	PART SALARIÉ	TOTAL
Incapacité temporaire	0,43	0,73	1,16
Invalidité	0,11	0,49	0,60
Capital décès	0,20	–	0,20
Rente de conjoint	0,35	–	0,35
Rente éducation	0,11	0,03	0,14
Contribution exceptionnelle	0,13	0,08	0,21
<b>Total</b>	<b>1,33</b>	<b>1,33</b>	<b>2,66</b>

## Article 3

### *Extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

#### **Article 4**

##### *Date d'effet*

Les dispositions du présent avenant prennent effet au 1<sup>er</sup> juin 2015 concernant le dispositif de portabilité et au 1<sup>er</sup> juillet 2015 s'agissant des taux de cotisations.

Fait à Paris, le 9 juin 2015.

(Suivent les signatures.)